

RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES MINISTÈRES SECTORIELS ET DES AUTRES INSTITUTIONS PUBLIQUES.

Le budget-programme est avant tout le reflet des préoccupations et des priorités des ministères et des institutions de la République. Le budget-programme est l'engagement formel de l'ordonnateur et des responsables de programme dans l'atteinte des objectifs et des résultats tout en respectant le niveau de ressources qui leur sont allouées.

RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES PARTIS POLITIQUES

- Favoriser l'appropriation des concepts et outils de l'approche du Budget-Programme par leurs cadres ;
- Intégrer dans leur plateforme des objectifs et stratégies relatifs prenant en compte les principales recommandations du Budget-Programme alternatif ;
- Former et conscientiser leurs candidat-e-s aux élections législatives et présidentielles à la prise en compte des principales recommandations du Budget-Programme alternatif ;
- S'engager à collaborer avec les acteurs de la société civile dans les actions de plaidoyer visant la prise en compte des recommandations du Budget-Programme alternatif par l'Administration du prochain quinquennat...

RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Participer et s'impliquer activement en amont et en aval dans tout le cycle budgétaire pour développer des consultations pré-budgétaire afin d'éviter moins de critiques possibles sur le budget ;

- Accroître la demande de redevabilité tout en mettant l'accent sur le contrôle citoyen, en priorisant des évaluations de performance, des audits conformités, financiers et techniques et du reporting;
- Sensibiliser, contrôler, suivre, évaluer et remettre en question de façon permanente la conduite des politiques publiques et du budget;
- Faciliter l'accès des informations aux citoyens via la NTIC;
- Veiller et devenir des lanceuses d'alerte, de surveillance auprès des autorités lorsque les objectifs ou les résultats ne sont pas atteints pour quelque motif que ce soit;
- Observer avec intelligence sur tous les aspects d'intérêt général qui visent les citoyens, la démocratie et le développement;

QUID DE L'OCID?

L'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID), consortium de la société civile formé de l'Initiative de la Société Civile, du Centre Œcuménique de Droits Humains et de JURIMEDIA, œuvre depuis sa création en janvier 2015 pour la consolidation de la démocratie en Haïti. L'Observatoire s'est fixé quatre domaines d'activités :

- Promotion de la participation citoyenne,
- Suivi des institutions et des processus politiques,
- Observation de la compétition politique,
- Suivi et plaidoyer en faveur de politiques publiques cohérentes, justes et efficaces.

CONTACTEZ-NOUS

14, rue Borno, Pétiion-Ville, Haïti.
Tel: 509 3606-2600 / 4071-6922
e-mail: jicocid@gmail.com
<http://ocidhaiti.org/>
<http://facebook/ocidhaiti.com/>



OPTIMISER LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE

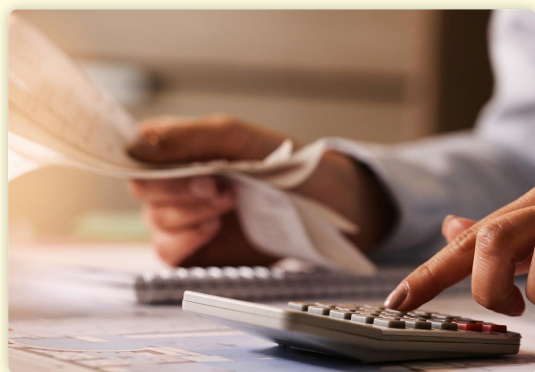
UN APPEL À L'ACTION POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES RESPONSABLES



GROS PLAN SUR LES POLITIQUES ALTERNATIVES PROPOSÉES PAR L'OCID ET LE BUDGET-PROGRAMME ALTERNATIF.

Dans le cadre de la deuxième phase de son projet pilote « Initiative de Contrôle Citoyen de l'Action Publique en Haïti » (ICCAPH), mis en œuvre avec le support financier de la National Endowment for Democracy (NED), l'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID) en Haïti, a fait appel à un panel pluridisciplinaire de cinq (5) experts pour élaborer deux (2) politiques publiques alternatives et un budget programme alternatif sur un horizon de trois (3) ans.

Le présent document vise essentiellement à partager avec les acteurs, les décideurs et l'opinion publique les fondamentaux des Politiques Publiques alternatives et du Budget-Programme Alternatif proposés par l'OCID.



APERÇU DE LA POLITIQUE PUBLIQUE ALTERNATIVE DE FISCALITÉ ET DE COMMERCE.

La politique publique alternative en matière de fiscalité et de commerce proposée par l'OCID s'articule autour de quatre grands axes stratégiques. Elle vise à :

- **Renforcer la performance du système fiscal ;**

- **Accroître les parts des produits haïtiens sur le marché intérieur et extérieur ;**
- **Optimiser les opportunités économiques des collectivités territoriales ;**
- **Améliorer la compétitivité et l'attraction d'Haïti au sein de la Caraïbe et dans le monde.**



APERÇU DE LA POLITIQUE PUBLIQUE ALTERNATIVE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DE CREATION D'EMPLOIS.

Le cadre matriciel de la Politique publique industrielle et de création d'emplois est articulé autour de quatre (04) grands axes stratégiques.

Cette politique alternative envisage de :

- **Assurer le relèvement et la modernisation de l'agriculture et de la pêche ;**
- **Améliorer la qualité et l'accès des communautés aux ressources numériques et énergétiques ;**

GROS PLAN SUR LE BUDGET-PROGRAMME ALTERNATIF.

Le budget-programme alternatif proposé par l'OCID intègre les politiques publiques alternatives proposées par l'OCID. Le budget programme a introduit plusieurs innovations ayant trait à la régulation budgétaire et à la pluri-annualité, à la rénovation du contrôle budgétaire et au renforcement de la comptabilité publique.

Rôles et de responsabilités des acteurs clés pour une mise en œuvre efficace du budget-programme alternatif en Haïti.

